

Direction régionale et interdépartementale  
Environnement Energie - UD78

78-2019-04-25-007

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société PARIS  
BEDDING MANTES-LA-JOLIE de procéder à sa**  
*Arrêté préfectoral mettant en demeure la société PARIS BEDDING  
MANTES-LA-JOLIE de procéder à sa déclaration des émissions  
polluantes et des déchets au titre de l'année 2018, via le site de  
télédéclaration établi par le ministère en charge des installations  
classées (GEREP), pour son établissement situé sur la commune de  
Mantes-la-Jolie.*



**Direction régionale et interdépartementale  
de l'Environnement et de l'Énergie en Île-de-France**  
Unité départementale des Yvelines

**Arrêté préfectoral de mise en demeure**

**Société PARIS BEDDING**  
à Mantes-la-Jolie, allée des Marronniers

**Le Préfet des Yvelines**  
**Officier de la Légion d'Honneur**

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L171-6, L171-8, L172-1, L511-1, L514-5, R.229-20 et R.512-75 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 1er février 2008 autorisant la société DUNLOPILLO, dont le siège social est situé avenue du Val, 78250 Limay, à poursuivre l'exploitation de son établissement situé sur le territoire de la commune de Mantes-la-Jolie, allée des Marronniers ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 19 avril 2010 imposant à la société DUNLOPILLO des prescriptions complémentaires suite aux modifications intervenues sur la chaudière sur son site de Mantes-la-Jolie, allée des Marronniers ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 13 août 2012 modifiant l'article 8.1.3 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> février 2008 relatif à la prévention de l'épandage dans les installations de stockage de TDI pour le site anciennement exploité par la société DUNLOPILLO dont la société SOPRAL a pris la succession ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 26 février 2013 imposant à la société SOPRAL des prescriptions complémentaires relatives au suivi de la pollution de sols et de la nappe phréatique, suite notamment à la découverte d'une pollution de la nappe en limite de propriété ;

**Vu** le récépissé du 20 juillet 2015 donnant acte à la société ONIVAL de sa déclaration de succession à la société SOPRAL à compter du 1er janvier 2015, pour le site de Mantes-la-Jolie ;

**Vu** le récépissé en date du 4 mai 2017 donnant acte à la société PARIS BEDDING MANTES-LA-JOLIE de sa déclaration de succession à la société ONIVAL, pour le site de Mantes-la-Jolie ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 avril 2019 proposant de mettre en demeure la société PARIS BEDDING MANTES-LA-JOLIE de respecter les dispositions des articles 4 et 4 bis de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié ;

**VU** le courrier de l'inspection de l'environnement en date du 9 avril 2019 transmettant à l'exploitant la copie de rapport sus-visé, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, et informant ce dernier qu'il a la possibilité de présenter ses observations dans un délai ne dépassant pas sept jours ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant à l'issue du délai fixé par le courrier du 9 avril 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que l'établissement exploité par la société PARIS BEDDING MANTES-LA-JOLIE sur la commune de Mantes-la-Jolie, figure à l'arrêté ministériel du 24 janvier 2014 modifié ;

**CONSIDÉRANT** que la société PARIS BEDDING MANTES-LA-JOLIE est tenue de procéder à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets de l'année N avant le 28 février de l'année N+1 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a pas procédé à la déclaration annuelle au titre de l'année bien que l'échéance réglementaire du 28 février soit passée ;

**CONSIDÉRANT** que l'inspection des installations classées confirme la nécessité de mettre en demeure la société PARIS BEDDING MANTES-LA-JOLIE à l'issue de la période de contradiction menée dans le cadre de l'article L.514-5 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

**Arrête :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

La société PARIS BEDDING MANTES-LA-JOLIE, est mise en demeure de respecter, dans un délai de **sept jours** à compter de la notification du présent arrêté, pour son établissement qu'elle exploite à Mantes-la-Jolie, allée des Marronniers, les dispositions des articles 4 et 4 bis de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié. Pour ce faire, la société PARIS BEDDING MANTES-LA-JOLIE est tenue de procéder à la déclaration des émissions polluantes et des déchets au titre de l'année 2018, via le site de télédéclaration établi par le ministère en charge des installations classées (GEREP).

**ARTICLE 2 :**

Dans le cas où les obligations à l'article 1<sup>er</sup> ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus à ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8.II du code de l'environnement.

**ARTICLE 3 :**

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente par le destinataire de la présente décision, dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté.

**ARTICLE 4 :**

L'arrêté est notifié à la société PARIS BEDDING MANTES-LA-JOLIE et est publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;
- Monsieur le sous-préfet de Mantes-la-Jolie ;
- Madame le maire de Mantes-la-Jolie ;
- Monsieur le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France ;

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **25 AVR. 2019**

Pour le Préfet des Yvelines,  
et par délégation, le Directeur,  
Pour le Directeur et par subdélégation,  
Le Chef de l'unité départementale



Henri Kaltembacher